

Relations UE-Turquie



"En tant que Commissaire à l'élargissement, je dois admettre que les événements des trois derniers mois ont jeté le doute sur l'engagement de la Turquie à des valeurs et des normes européennes," a déclaré le commissaire à l'élargissement de l'UE, **Stefan Füle**, à la réunion de la commission parlementaire mixte UE-Turquie (JCM) au

Parlement européen (PE).

L'UE, dont la Turquie aspire à devenir membre, a exprimé des critiques sur une série de mesures gouvernementales à la suite d'une enquête sur la corruption qui avait éclaté avec une vague d'arrestations le 17 décembre dernier, concernant des anciens ministres, des hommes d'affaires et des fonctionnaires proches du gouvernement. Le gouvernement a qualifié ce comportement de "tentative de coup d'Etat", et a réaffecté des milliers d'officiers de police ainsi que des dizaines de juges et de procureurs dans ce qui a été perçu comme une tentative d'étouffer l'enquête.

"Nous condamnons les transferts de policiers, de juges et de procureurs, en disant qu'ils constituent un danger pour le bon déroulement des enquêtes sur des allégations de corruption et nous exhortons la Turquie à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer que les allégations d'actes répréhensibles seront traitées d'une manière transparente et impartiale," a poursuivi Stefan Füle.

Dans les semaines qui ont suivi cette vague d'arrestations et de déplacements, le gouvernement a bloqué l'usage des réseaux sociaux tels Twitter et le site de partage de vidéos YouTube. Les décisions prises par la Cour constitutionnelle de déverrouiller ces sites, qui ont été fortement critiquées par le gouvernement, ont permis de débloquent les comptes Twitter, alors que YouTube est resté bloqué sur ordre du premier ministre Erdogan malgré l'avis de la Cour constitutionnelle.

"Je regrette que la nouvelle loi sur l'Internet donne un pouvoir arbitraire à l'autorité des télécommunications (TIB). Le manque de protection suffisante ou des garanties juridiques des parties concernées est également inquiétant. La récente interdiction des médias sociaux prouve que ces préoccupations sont justifiées.

Permettez-moi de rappeler que le droit à la liberté d'expression signifie la liberté de recevoir et de répandre des informations et des idées dans l'intérêt public sans ingérence disproportionnée par l'autorité publique. Toutes les limitations doivent être

proportionnées, comme indiqué par la Cour européenne des droits de l'homme [CEDH]", a souligné le Commissaire.



Le ministre des Affaires européennes, **Mevlüt Çavuşoğlu**, qui a remplacé Egemen Bagis, qui a dû démissionner en raison de son implication dans l'affaire de corruption, assistait à cette réunion. Reflétant de plus en plus les plaintes européennes, **Ria Oomen-Ruijten**, le rapporteur du Parlement européen sur la Turquie, a qualifié les discussions avec Çavuşoğlu de "franc" et "dur", et de Twitter : "On ne doit pas adapter le cadre juridique au goût du politique".



Mevlüt Çavuşoğlu a eu des entretiens seulement avec M. Füle. La délégation turque a également demandé une réunion avec **Viviane Reding**, la vice-président de la Commission européenne et Commissaire chargé de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté, mais son bureau a refusé la rencontre. "Pourquoi Mme Reding refuse de nous recevoir ? C'est à elle que vous devez poser cette question. Ce n'est pas une approche constructive et nous ne pouvons pas être tenu responsable pour cela," a écrit le ministre turc.

Avant que le scandale n'éclate, la Turquie et l'UE avaient convenu d'ouvrir un nouveau chapitre à l'automne prochain espérant aboutir à faire voyager sans visa les citoyens turcs dans les pays de l'UE. M. Füle a précisé :

"Je crois que nous devons déjà à changer la façon dont nous collaborons en ce qui concerne les négociations d'adhésion. Ceci est particulièrement important pour les domaines de l'État de droit et les droits fondamentaux. Nous devons intensifier notre dialogue à toutes les phases de la politique et des lois sur ces questions qui sont au centre du processus d'adhésion. Ils doivent être traités comme une priorité absolue. Nous devons également travailler en étroite collaboration sur l'évaluation de la législation existante. En tant que pays candidat engagé à faire progresser son processus d'adhésion, la Turquie doit être pleinement consciente des normes de l'Union européenne et des meilleures pratiques.

Nous avons exhorté à plusieurs reprises le gouvernement turc de nous consulter avant de soutenir une législation controversée, mais la réponse de la Turquie a été défavorable.

La Turquie et l'UE doivent poursuivre la coopération dans le cadre actuel d'un agenda positif, mais un suivi politique régulier au niveau technique doit compléter notre dialogue".

Il a été convenu que l'UE jette un regard plus approfondi sur la liberté d'expression, et notamment sur des questions telles que la mise en œuvre de la nouvelle législation sur l'internet, le HSYK et le système de justice pénal turc, qui, selon M. Füle, permettra à l'UE d' "évaluer l'indépendance, l'efficacité et l'impartialité du pouvoir judiciaire."